

ans les pays où la majorité de la population vit dans l'indigence. Selon nous, le problème fondamental se ramène à ceci: le processus de développement, dans ces conditions, doit-il se poursuivre dans un cadre de liberté et de respect à l'égard de la diversité des hommes, ou doit-il se faire sous le joug de la contrainte politique? En parlant de ce problème fondamental, il me vient à l'esprit le passage suivant du livre de M. W. W. Rostow sur *Les étapes du développement économique*:

nous-mêmes et nos enfants voulons vivre dans un univers où quelque chose qui ressemble à un credo démocratique forme la base de la plupart des sociétés, y compris la nôtre, les problèmes du passage d'un régime traditionnel à un régime moderne en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique . . . doivent être résolus par des moyens qui ne limitent pas la possibilité d'une évolution humaine et équilibrée.

M. Rostow ajoute:

nous devons faire preuve d'une intuition créatrice afin de comprendre ce qui se passe dans ces régions décisives du monde, et de décider ce que nous pouvons et devons faire pour jouer un rôle utile dans cette lointaine évolution.

Voici donc certaines des incidences politiques de l'aide extérieure telles que nous les envisage. Je ne voudrais pas toutefois que l'on se méprenne. Je ne conçois pas l'aide à l'étranger comme un moyen d'imposer nos vues et nos attitudes politiques aux pays en voie de développement. Ce serait là, à mon avis, un objectif qui entraînerait lui-même son propre échec. Il amènerait la suspicion et l'hostilité, au lieu de la confiance qui seule peut être une base valable pour l'exécution d'un programme d'aide extérieure efficace. Un programme d'aide à buts politiques serait non seulement voué à l'échec mais il serait complètement dénué de réalisme. Même avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons espérer promouvoir l'établissement de démocraties parlementaires du genre Westminster dans toutes les parties du monde. Un grand nombre de nouveaux pays apportent certaines de leurs traditions dans l'évolution politique qu'ils abordent, et le moment venu ils élaboreront leurs propres formes de gouvernement et d'organisation sociale. Mais ce que nous pouvons faire — et ce qu'il est légitime pour nous de faire, à mon sens — c'est de mettre ces pays en mesure, s'ils le veulent, d'établir — et de citer de nouveau Barbara Ward — "des sociétés évoluées dans un monde voulu".

### Condition sine qua non de l'aide

Après ce que je viens de dire, on peut se demander si vraiment il n'est pas de certaines circonstances où il serait permis, et même équitable, de poser des conditions à la prestation d'aide extérieure. Je ne veux pas esquiver cette question, même si elle est complexe et ne se prête pas à des énoncés dogmatiques. Nous devons, je crois, nous rappeler que les pays avec lesquels nous traitons sont, pour une bonne part, jeunes, jaloux de leur indépendance et sensibles à tout ce qui leur paraît de nature à restreindre cette indépendance. Souvenons-nous qu'il n'y a pas de distinction facile à établir entre différentes catégories de conditions. Toute condition peut être interprétée comme ayant un caractère et une fin politiques. Ceci dit, je crois qu'il est une condition que nous avons le droit de poser en accordant